

L'Adresse—M. Trudeau

[Français]

Ça me fait penser au personnage de Molière qui s'attachait aveuglément aux opinions des anciens, c'était une vertu!

[Traduction]

Quel en est le résultat, monsieur le Président? Non seulement l'impuissance du gouvernement du Canada, mais la sur-
vie du plus fort.

Le parti conservateur nous ramène au XIX^e siècle, au darwinisme politique et social. En cas de litige entre les provinces, nul doute que les plus fortes auront le dessus. Si le marché est forcé de résoudre un problème, ce sont à tout coup les forts qui l'emporteront sur les faibles. Si les États-Unis remédiaient à tous les problèmes, les petits pays comme le Canada et ceux d'Europe n'auraient pas grand-chose à dire. C'est cela le darwinisme social, monsieur le Président, et en ce sens le chef de l'opposition nous replonge en plein XIX^e siècle. Voilà la différence fondamentale entre ce parti et le nôtre. Un conservateur dit que j'ai raison. Je suis heureux qu'ils aient compris cela.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je voudrais faire allusion à un communiqué de M. Peter Blaikie qui a été publié et reproduit dans les journaux en novembre 1982. M. Blaikie y traçait le profil des délégués au congrès du parti conservateur, un chef-d'œuvre de darwinisme social, monsieur le Président. Il ressort, entre autres, que 75 p. 100 des délégués à ce congrès étaient contre les programmes de promotion sociale destinés aux femmes ou aux membres des minorités. Le chef de l'opposition a parlé ce matin des conditions difficiles dans lesquelles vivent les femmes, les chômeurs et d'autres gens défavorisés, mais, de toute évidence, son parti n'entend pas prendre de mesures concrètes pour leur venir en aide.

Des délégués présents au congrès, 65 p. 100 s'opposaient à l'augmentation non seulement des pensions de retraite, mais du supplément de revenu garanti ainsi que des allocations familiales et des crédits affectés au régime d'assurance-maladie, même si le chef de l'opposition affirmait le contraire ce matin. On comprend facilement pourquoi ce parti est contre la CDIC, les sociétés d'État, Canadair et l'ACDI. M. Blaikie disait dans son communiqué que 65 p. 100 des partisans du parti conservateur s'opposaient à l'accroissement de l'aide aux pays du tiers monde. On peut très bien parler de commisération pour le pauvre petit gars qui a vu ce que c'était de piocher et dont le père travaillait dur. Ce sont toutes de bien belles images et nous comprenons le problème, mais où sont les solutions?

Notre parti a rédigé un discours du trône. Admettons que ce ne soit pas la chose la plus merveilleuse qu'un dieu ait pu rêver dans son paradis, mais c'est une honnête tentative d'offrir des solutions aux problèmes de l'heure. Le parrain de la motion de l'Adresse, le député de London-Ouest (M. Burghardt) et le

comotionnaire, le député de Lévis (M. Gourde) ont fait d'honnêtes discours. Ils n'ont pas essayé de plaisanter pendant le premier tiers de leur intervention. Pas plus qu'ils n'ont essayé d'imiter non pas Cecil B. DeMille, mais de pauvres imitations de Laurel et Hardy, je suppose. Ils ont voulu faire du travail sérieux. Ils ont dit ce qui avait de bon dans le discours pour leur circonscription, pour l'ensemble du pays, de quelle manière cela améliorerait les choses. Encore une fois, je croyais que le chef du parti conservateur aurait offert quelques espoirs aux électeurs, mais ces derniers ignorent que le parti conservateur est essentiellement une coalition d'«antis». Ce qu'ils ignorent aussi c'est que chaque fois que le parti conservateur réclame des changements, ce ne sont pas des changements qui nous amèneront au XXI^e siècle, mais plutôt des changements qui nous ramèneront au XIX^e siècle, et c'est le sens de leur politique.

J'ai essayé de prendre note de certaines questions soulevées par le chef de l'opposition ce matin afin de découvrir par induction quels principes motivaient les déclarations qu'il avait faites précédemment. Il nous a répété que le chômage est une chose terrible, ce qui est le cas. Que notre pays a besoin d'emplois, et c'est vrai. Et il a dit que les différents ministères ne consacrent pas suffisamment d'argent à la création d'emplois. Dans son dernier budget, le ministre des Finances (M. Lalonde) a prévu 2.4 milliards de dollars pour les travaux destinés à créer des infrastructures. Et 2.4 milliards de dollars également en stimulants fiscaux de différentes espèces.

Pourtant, ce matin, le chef de l'opposition a trouvé moyen de nous dire qu'il fallait réduire les impôts, ce qui doit assez bien représenter l'opinion de la majorité des Canadiens, car personne n'aime payer des impôts. Le rapport que le ministère du Revenu national a publié l'année dernière démontre que les Canadiens, qu'il s'agisse des hommes d'affaires ou des particuliers, ne paient pas plus d'impôts et en général moins que leurs collègues américains.

Mais peu importe, car on sait bien que lorsque le parti conservateur parle de créer des emplois, il ne perd jamais de vue le déficit. Certains de ses porte-parole ont déclaré qu'ils commenceraient d'abord par réduire le déficit s'ils accédaient au pouvoir. Il y en a d'autres qui disent qu'ils réduiraient les impôts. Par conséquent, s'ils formaient le gouvernement, ils auraient forcément moins d'argent pour créer des emplois et il leur en resterait encore moins maintenant puisque le chef de l'opposition s'en va dire aux habitants de la Nouvelle-Écosse qu'il consacrerait plus de crédits à la défense. Et quand il parle du régime d'assurance-maladie, il affirme qu'il mettra plus de fonds à la disposition des provinces pour qu'elles puissent régler leurs problèmes. Et il ne manquerait pas, après toutes ces dépenses, d'équilibrer le budget. Il réussirait le tour de force de dépenser plus, de réduire les impôts et d'équilibrer le budget.